

Chronique d'Anais Philippot - 24/03/10

LA GRÈCE FACE À L'ALLEMAGNE

Tout le monde sait que la Grèce traverse actuellement des difficultés économiques. Le pays a en effet achevé l'année 2009 avec un déficit budgétaire de 13% de son PIB. Un chiffre 4 fois supérieur au seuil autorisé par l'Union européenne.

La chancelière allemande Angela Merkel vient de faire savoir brutalement qu'elle souhaitait faire évoluer le traité européen pour avoir la possibilité d'exclure un pays de la zone euro s'il ne respectait pas les règles. En tenant ces paroles, elle exige presque une sortie de la Grèce de la zone euro si le pays n'est pas capable de redresser seul ses finances publiques. Cette déclaration tombe comme un coup de massue car, pour la première fois, l'Union n'est pas vue comme intouchable et la solidarité entre les Etats membres n'est plus le maître mot. L'adoption de mesures préventives et de sanctions sévères au sein de la zone euro serait pour l'Allemagne une façon de décourager les Etats d'accumuler des dettes trop importantes.

Le fait de modifier le traité de l'Union européenne serait une procédure particulièrement lourde qui supposerait l'adoption d'un nouveau texte ratifié par les 27 pays membres. Bien sûr, la chancelière n'a pas tenu ce discours devant le Parlement européen mais devant des députés allemands très remontés à l'idée d'un soutien financier de Berlin à Athènes. Selon les derniers sondages, 80% des allemands sont opposés au fait que l'argent du contribuable soit versé à un pays réputé par l'opinion publique « pour la longueur de ses grèves et de ses siestes ».

Pourtant, la crise que traverse la Grèce semblait sur le point de s'améliorer après l'adoption, par le gouvernement grec d'un plan de rigueur ainsi que le soutien annoncé des pays membres.

Mais l'exclusion d'un pays de la zone est-elle vraiment envisageable ? Cela paraît difficile à mettre en place car il faudrait l'accord des vingt sept pays pour modifier les traités. Et cela serait injuste dans le cas de la Grèce car personne ne s'était auparavant inquiété des finances publiques du pays qui n'avait reçu aucun avertissement. En revanche, depuis l'application du traité de Lisbonne, un pays a le droit de choisir de quitter l'Union s'il n'arrive plus à gérer les contraintes monétaires. Mais aucun pays n'y aurait intérêt car cela dévaloriserait son économie.

La crise que traverse la Grèce va-t-elle finalement se transformer en crise européenne ? Tout semble l'indiquer. L'Allemagne et ses partenaires européens étant en désaccord au sujet de ce qu'il convient de faire face aux difficultés de la Grèce, le ministre grec des Finances a fait savoir qu'Athènes attend des

résultats positifs du Conseil européen du 25 et 26 mars prochain.

Le chef du gouvernement grec a répété sa menace de recourir au Fonds Monétaire International si les pays européens ne souhaitent pas l'aider financièrement. Une option que la plupart des pays de la zone euro refusent car cela serait vécu comme un échec cuisant pour l'ensemble de l'Union.

La position de l'Allemagne est-elle réellement ferme et irréversible ou est-ce seulement un « coup de pub » d'Angela Merkel actuellement en pleine campagne pour les élections régionales de son pays ?

Andis Philippot